

Attribution de temps

M. Fulton: Je tiens à vous dire pourquoi l'application de la clôture à ce stade-ci est vraiment répréhensible.

M. McDermid: Voyez votre performance de la semaine dernière.

M. Fulton: Voyons les positions que les ministres concernés d'en face ont défendues en 1984 au sujet du libre-échange. Voyons ce que le premier ministre (M. Mulroney) avait à dire, car le gouvernement n'a absolument pas le mandat d'aller de l'avant avec ce projet de loi, et encore moins de bafouer les règles de la Chambre et de porter atteinte à la réputation de cette dernière en appliquant la clôture de cette façon.

Voici ce que le premier ministre disait alors: «Les Canadiens se sont prononcés contre le libre-échange en 1911 et ils refaieraient la même chose aujourd'hui car le libre-échange compromet notre souveraineté et nous n'en voulons pas». Voilà ce qu'il disait il y a quatre ans et demi. Et le ministre des Finances (M. Wilson)? Nous sommes en 1984:

M. McDermid: En 1983.

M. Fulton: En 1983.

M. McDermid: Au début de 1983.

M. Fulton: «Le libre-échange bilatéral avec les États-Unis est une idée simpliste et naïve. Il ne ferait qu'amoindrir encore nos moyens de soutenir la concurrence internationale.» C'est le ministre des Finances qui parle.

M. McDermid: Lisez ce qu'a dit le ministre du Commerce extérieur.

M. Fulton: Voyons maintenant la position de l'ex-secrétaire d'État, David Crombie. Il a déclaré: «C'est stupide. Nous sommes naturellement appelés à devenir un chef de file mondial, et non pas le petit frère vulnérable des États-Unis d'Amérique». Parlons maintenant de l'ami de tous à la Chambre, le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Hees): «Les faits démontrent clairement aujourd'hui...»

M. McDermid: «Aujourd'hui».

M. Fulton: ... «que le libre-échange avec les États-Unis ne serait pas avantageux, économiquement ou politiquement, pour le Canada». Qui d'autre a parlé du libre-échange? Voici ce qu'en pensait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark): «Le libre-échange laisse entrevoir la perte de milliers d'emplois. Avant de nous lancer dans une politique continentaliste, nous devrions renforcer notre infrastructure industrielle pour être mieux en mesure de soutenir la concurrence». Voilà ce qu'ont dit certains des grands ténors du gouvernement.

L'exercice de la démocratie comporte certaines exigences. Il faut obtenir préalablement un mandat avant de procéder à des refontes majeures. Non seulement le parti conservateur n'a pas cherché à obtenir ce mandat concernant le libre-échange, mais il n'en a jamais parlé au cours de la campagne électorale, ni dans sa publicité ni au cours du débat entre les aspirants à la direction de ce parti. D'ailleurs, il a donné l'impression contraire au public canadien. L'ancien premier ministre, le député de Yellowhead, l'actuel premier ministre et le ministre des Finances ont tous affirmé le contraire.

• (1650)

Les Canadiens doivent s'intéresser à ce qui se passe dans cette enceinte aujourd'hui parce que le gouvernement se remet à accélérer l'exécution de son calendrier. Il a consacré 16 millions de dollars à la propagande l'an passé. Il a dû mettre au pilon une bonne partie de cette documentation parce qu'elle était si mauvaise qu'il n'arrivait à convaincre personne que le libre-échange était une bonne idée, je parle, bien entendu, de toutes les conneries publiées par le ministre du Commerce extérieur.

N'oublions pas que, pendant cette période, l'ancien ministre du Commerce extérieur, déclarait, en Colombie-Britannique, que les habitants de cette province pourraient acheter tout ce qu'ils voulaient dans l'État du Washington sans avoir à payer de droits de douane en repassant la frontière. Bien entendu, quelques heures après, on a dû avouer qu'il n'en était pas tout à fait ainsi. Toutefois, la nouvelle avait fait les manchettes des journaux, la propagande allait bon train.

A quelle sorte de propagande aurons-nous droit cette année? Nous savons qu'elle coûtera plus de 16 millions de dollars. Le ministre du Commerce extérieur a noyé le poisson pendant la période de questions d'aujourd'hui, mais nous savons qu'elle coûtera probablement 30, 40 ou 50 millions de dollars. Les Canadiens doivent être informés. Le Parlement a un rôle capital à jouer parce qu'il est la plaque tournante d'où émane l'information destinée aux médias et à toutes les circonscriptions du pays.

Les Canadiens se posent enfin la question essentielle: «D'où cette idée est-elle venue?» Il y a deux ou trois ans, les conservateurs y étaient tous opposés. Les deux partis de l'opposition y sont opposés également et la plupart des Canadiens veulent des élections. Les trois quarts des Canadiens veulent en effet que le gouvernement les consulte sur cette question avant de demander à la Chambre de se prononcer. Le gouvernement a agi par réflexe aux vœux d'une poignée de personnes.

Les Canadiens se demandent d'où vient cette idée. Ils sont finalement parvenus à le découvrir et ils commencent à en parler. Aux États-Unis, au moment où je vous parle, le congrès du parti républicain bat son plein. L'idée vient bel et bien des États-Unis. Le président Reagan en parlait il y a plus de six ans. Cette idée figurait au premier plan du programme électoral du parti républicain alors qu'il cherchait à se faire élire pour une deuxième fois président des États-Unis.

Qui plus est, les grandes sociétés multinationales du Canada et des États-Unis appuient cette idée. A l'époque où il était ministre de l'Emploi, l'actuel solliciteur général (M. Kelleher) disait qu'elle toucherait à brève échéance quelque 800 000 travailleurs. A l'époque où l'actuel ministre des Finances était ministre de l'Emploi, il estimait que cet accord ferait perdre leur emploi à quelque 500 000 Canadiens.

Le gouvernement tient à mettre fin au débat sur ce projet de loi. Il songeait à imposer la clôture dès l'instant où il l'a présenté. Après seulement trois semaines d'audiences, nous disposons maintenant de quatre jours pour en terminer l'étude.